

DE LA MODERNISATION DE LA SOCIÉTÉ A LA MODERNISATION DE LA SOCIOLOGIE:

DEVELOPPEMENT TECHNIQUE, DIALECTIQUE DES MODES DE REMUNERATION ET TRAVAIL SOCIOLOGIQUE¹

Marcel BOLLE DE BAL
Université Libre de Bruxelles
Président d'honneur de l'A.I.S.L.F.

Dans sa communication², notre vice-président Edouard Tiryakian nous invite à «repenser la totalité de la modernisation», c'est-à-dire à éviter de penser la modernité et la modernisation en fonction d'un seul modèle: il n'y a pas plus de déterminisme social qu'il n'y a de déterminisme technique. Cette vérité de bon sens, trop souvent négligée par des théoriciens impatientes, est bien illustrée par l'histoire récente des modes de rémunération en relation avec celle des techniques de production: celle-ci nous révèle à la fois les ambiguïtés du concept et du procès de la «modernisation», et ouvre la voie à une réflexion sur le sens du travail sociologique, sur la nécessaire «modernisation» de la sociologie.

La «modernisation»: les ambiguïtés du concept:

Le «moderne» est à la mode, à tous les sens du terme, en économie comme en art: les plaidoyers pour la modernité économique

¹ Communication au symposium international «La sociologie et les nouveaux défis de la modernisation» organisé par la section de sociologie, Universidade do Porto, et l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, Porto, 5-8 mai 1987.

² «Les contresens de la modernisation».

peuvent cacher un retour en force des intérêts conservateurs, de même que le goût pour l'«art moderne» (moderne art) exprime une nostalgie du passé. Face à cette ambiguïté sémantique, politique et affective, le recours au dictionnaire s'impose.

Ouvrons donc le petit Robert. Que nous dit-il?

«Modernisation: – action de *moderniser*
– son résultat

Moderniser: – rendre moderne
– organiser d'une manière *conforme aux besoins, aux moyens modernes*

Moderne: – actuel, contemporain
– qui bénéficie des *progrès de la technique, de la science*
– qui tient compte de l'évolution récente de son domaine; qui est de son temps (personnes)».

Voilà qui paraît clair et simple. Pourtant, derrière cette façade de clarté se dissimulent quelques ambiguïtés que nous nous devons de débusquer. Que recouvrent en effet, des expressions telles que «progrès de la science» et «besoins modernes»?

«Les progrès de la science: de quelle science s'agit-il? L'hypothèse implicite du dictionnaire, reflet du sens populaire commun, est la référence au développement des sciences dites exactes, et donc au déterminisme technologique. Mais que dire alors du progrès des autres sciences, les sciences sociales dites humaines: leurs progrès ne conduisent-ils pas à technique en tant que valeur?

«Les besoins modernes»: de quels besoins entend-on parler? Ne sont-ils pas très différents d'un milieu à l'autre, leur caractère «moderne» ne dépend-il pas essentiellement du contexte qui leur donne naissance et sens? Par exemple, on peut supposer qu'il s'agira peut-être, prioritairement, de besoins techniques et économiques pour les pays en voie de développement, de besoins économiques et culturels pour les pays développés à économie planifiée (ainsi que le montrent les multiples «réformes économiques» mises en chantier dans les pays de l'Est, avant et après les impulsions données par Gorbatchev), de besoins culturels et sociaux pour les pays développés à économie de marché (où les projets de réformes sociales et culturelles ne manquent pas). Si nous nous attardons quelques instants sur ce dernier cas, nous décelons une double pression culturelle: celle portée par le mouvement écologiste (lui-même à la fois contre-moderniste et ultra-moderniste) et celle portée par la mode culturelle, au sens classique (esthétique) du terme «culture» (le retour au passé).

Ces quelques brèves remarques nous incitent donc à la prudence: si la modernisation est une valeur à la mode, c'est aussi une valeur contestée, contestable, contradictoire. Son caractère dialectique s'est notamment révélé à travers une série de recherches consacrées au devenir des modes de rémunération.

«Modernisation» et évolution des modes de rémunération

Ces recherches ont été menées à l'initiative de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) à partir de 1957. Elles souhaitent examiner les liens existant entre le niveau de mécanisation et le mode de rémunération, à partir de l'hypothèse suivante: plus se développe le progrès technique, moins l'ouvrier a d'influence sur la production, moins donc la liaison de son salaire aux résultats de son travail (le salaire aux pièces ou la rémunération au rendement) garde un sens. En d'autres termes: le sens (linéaire) de l'évolution va vers la disparition du salaire aux résultats. Contrairement à cette hypothèse répandue, l'évolution, au fil du temps, s'est révélée plus dialectique que linéaire. Mais il a fallu, pour cela, que les faits viennent trancher entre les deux thèses sociologiques qui avaient été élaborées à partir des résultats des premières investigations.

La recherche, en effet, avait été menée dans les six pays de la CECA, dans des contextes socio-politiques différents (ce qui a pu constituer un facteur explicatif des divergences d'interprétation). Au terme des travaux, les chercheurs allemands et français ont été tentés d'annoncer la disparition de la rémunération au rendement et le retour au salaire au temps, vu la disparition des fonctions de la liaison du salaire aux résultats. Les chercheurs belges, de leur côté, ont préféré prévoir une évolution des modalités de la liaison du salaire aux résultats, vu l'évolution des fonctions de ce mode de rémunération. Un débat intellectuel approfondi s'est développé à ce mode de rémunération. Un débat intellectuel approfondi s'est développé à ce propos, à un point tel qu'un numéro spécial de la revue *Sociologie du Travail* lui a été consacré¹.

Aujourd'hui, un quart de siècle plus tard, les faits se sont prononcés en faveur de la seconde thèse: la rémunération au rendement tend bien à disparaître sous sa forme traditionnelle (le salaire aux pièces), mais la liaison du salaire aux résultats n'a pas cédé la place au salaire au temps: elle tend au contraire à connaître de nouveaux développements, à s'exprimer à travers de nouvelles modalités (primes collectives de productivité, participation aux bénéfices, etc.). Les raisons de cette évolution sont multiples: l'influence de l'ouvrier sur la

¹ *Sociologie du Travail*, 1964, n.° 2.

production ne disparaît pas (contrairement aux représentations courantes) mais elle change de nature (elle devient essentiellement préventive: le travailleur a pour mission d'éviter les pannes, incidents et accidents, le tout en vue d'assurer la régularité de la production), les fonctions de la liaison salaire/résultats changent (de la stimulation à la régulation de la production et à l'intéressement à l'économia des moyens, de produire plus à produire mieux), le contexte socio-économique change également (développement du système de relations industrielles et de la société de consommation, de la dialectique de l'antagonisme à la dialectique du compromis, du conflit à la négociation).

Cette évolution n'est point univoque, mais dialectique à plusieurs niveaux. Alors que du côté des ouvriers, la tendance dominante (mais non unique) est à la collectivisation du salaire (développement des primes collectives), du côté des employés et des cadres, en revanche, on note une tendance à l'individualisation de la rémunération (primes de mérite, par exemple).

Mode de rémunération et «modernisation»

La relation rémunération/modernisation n'est, elle non plus, pas univoque. Jusqu'à présent nous avons évoqué l'évolution de la première en fonction de la seconde. Le moment est venu de renverser la perspective, et d'examiner l'éventuelle action des modes de rémunération sur le processus de «modernisation», c'est-à-dire de «développement».

En effet, la liaison du salaire aux résultats traditionnellement conçue comme *outil de gestion*, pratiquement utilisée par les acteurs sociaux comme *outil de négociation*, mérite d'être envisagée en fonction d'une finalité supérieure, qui intègre et dépasse dialectiquement les deux précédentes: le développement de l'entreprise, des groupes sociaux concernés, de l'économie et de la société dans son ensemble. Le salaire aux résultats est un *outil de développement et donc de «modernisation»*, et ce de deux façons: en tant que stimulateur du développement, en tant que régulateur du développement.

Le salaire aux résultats remplit d'abord une fonction de *stimulation du développement*:

- de stimulation du développement technique, en ce qu'il favorise la créativité et l'invention des travailleurs, en ce qu'il provoque la recherche et la mise en œuvre de nouvelles méthodes d'organisation du travail et de l'entreprise, en ce qu'il prépare les esprits à l'acceptation des innovations techniques;
- de stimulation du développement économique, en ce qu'il stimule l'activité créatrice des travailleurs, en ce qu'il contribue à l'amélio-

ration des méthodes d'organisation, en ce qu'il assure la participation des travailleurs aux fruits de ce développement, en ce qu'il introduit et répand les valeurs productivistes, en ce qu'il forge les mentalités, accélère l'intégration de nouveaux travailleurs dans le système industriel axé sur le développement;

- de stimulation du développement social, en ce qu'il contribue à la hausse des revenus, en ce qu'il contraint ou aide les organisations de travailleurs à prendre conscience des problèmes de gestion et à exiger les moyens de contrôler ou exercer correctement celle-ci, en ce qu'il suppose parfois certaines réformes sociales.

Cette fonction de stimulation du développement trouve logiquement une occasion privilégiée de s'exercer lors du démarrage de l'industrialisation. En revanche, lorsque l'industrialisation a dépassé le seuil du «décollage», lorsque le processus de développement est en marche, alors le salaire aux résultats remplit surtout une fonction de *régulation du développement*:

- de régulation du développement technique, en ce que, par son action sur le plan des négociations collectives, il favorise le maintien de la paix sociale nécessaire au fonctionnement continu et rentable des instruments de production hautement mécanisés, en ce que, aussi, il prévient les appréhensions et les contestations (pertes d'emploi ou baisses de salaires) susceptibles d'être provoquées par ce développement;
- de régulation du développement économique, en ce qu'il empêche les travailleurs de se désintéresser du résultat de leurs actes de travail, en ce qu'il les incite à assurer une production régulière et stable, condition de productivité à long terme, en ce qu'il permet le contrôle des coûts et des revenus, en ce qu'il facilite l'harmonisation des salaires au sein d'entreprises fusionnées dans le cadre du processus de concentration économique, en ce qu'il aide à la prise de conscience des problèmes économiques d'ordre général qui sont ceux d'une société économique développée, en ce qu'il garantit une certaine autonomie aux entreprises, élément de souplesse nécessaire pour éviter que la planification centralisée nécessaire pour diriger le développement ne constitue en fin de compte un frein à ce développement;
- de régulation du développement social, en ce qu'il assure une participation régulière et automatique des travailleurs aux fruits du développement économique, en ce qu'il favorise la participation des organisations de travailleurs à la gestion ou du moins au contrôle de celle-ci, en ce qu'il contribue à l'évolution des mentalités individuelles vers la négociation d'un développement social régulier et continu.

L'analyse qui précède, on peut le noter sans peine, est à tonalité fonctionnaliste. L'accent y est mis sur les fonctions remplies par la liaison de la rémunération aux résultats. Mais, pour être valable, une interprétation fonctionnaliste se doit de prendre également en compte les dysfonctions du phénomène étudié. Par delà cette prise en considération des dysfonctions émerge le problème du discours et de la pratique sociologiques à propos des modes de rémunération et de la modernisation.

Sociologie de la modernisation et «modernisation» de la sociologie

L'étude dont il vient d'être brièvement question et l'interprétation qui en a été esquissée soulèvent deux questions relatives à l'exercice du travail sociologique: l'une qui concerne le traitement de la demande sociale (ou, en d'autres termes, le problème de la pratique sociologique), l'autre qui concerne la grille d'interprétation de la réalité sociale (ou, en d'autres termes, le problème de la théorie sociologique).

En ce qui concerne *la pratique sociologique*: le sociologue à qui un décideur pose une question pratique («un système de prime au rendement» stimule-t-il la production de mes travailleurs?) ne peut se contenter de répondre directement à cette question. S'il veut accomplir un travail sociologique valable, il se doit d'analyser de sens de cette demande sociale, la replacer dans son contexte sociologique: par exemple, dans le cas cité, en recherchant les autres fonctions éventuellement remplies par ce type de prime, au-delà de la seule fonction de stimulation. Dans le cas contraire, les réponses qu'il fournira au demandeur risqueront d'induire celui-ci en erreur: si les primes au rendement ne remplissent pas leur fonction de stimulation, le gestionnaire et son interlocuteur syndical seraient bien imprudents d'en conclure hâtivement à la nécessité d'abandonner cet outil de gestion (et/ou de négociation), car il peut remplir d'autres fonctions utiles à toutes les parties concernées.

En ce qui concerne la *théorie sociologique*: orienté vers l'étude des problèmes d'organisation, de développement et de modernisation, peut se trouver tout naturellement enclin à adopter le paradigme fonctionnaliste. En ce cas, il recherchera les fonctions latentes derrière les fonctions manifestes, il ne négligera ni les dysfonctions manifestes, ni les dysfonctions latentes, il envisagera d'éventuels substituts fonctionnels, il prendra en compte les diverses structures de référence (en l'occurrence: l'employeur, le travailleur, le syndicat) aux intérêts contradictoires et/ou complémentaires. Mais il pourra aussi adopter un autre paradigme, axé moins sur le fonctionnement et la statique des systèmes que sur leur changement et leur dynamique: le paradigme actionnaliste, par exemple. A l'aide de celui-ci il passera naturellement du micro-social (l'entreprise, l'organisation) au macro-

social (le système de relations industrielles, les anciens et nouveaux mouvements sociaux, l'évolution de la société et de ses dimensions culturelles). En combinant ces deux types d'approche, le sociologue ne pourra manquer de mettre en évidence, dans le champ qui nous occupe à la fois les aspects contradictoires voire paradoxaux (les «effets pervers»?) d'un processus de «modernisation» fondamentalement ambigu, et le rôle susceptible d'être joué par la liaison de la rémunération aux résultats dans ce processus.

La sociologie de la modernisation appelle donc une certaine «modernisation» de la sociologie. Aujourd'hui, alors que la crise économique n'en cesse pas de ne pas finir, et qu'elle apparaît de plus en plus comme une permanente (interminable?) crise de modernisation, le sociologue est instamment invité, de divers côtés, à sortir de sa tour d'ivoire, à se salir les mains, à plonger la sociologie au coeur du siècle, à inventer les outils répondant aux besoins des hommes et de la société de ce temps. De tels outils sont à la portée de notre main: la recherche-action, l'intervention sociologique, la socioanalyse¹. Ces voies de modernisation de la sociologie n'impliquent nulle rejet des chemins traditionnels façonnés su fil d'une longue pratique historique: articulées autour d'un objectif commun (le développement des capacités relationnelles et institutionnelles des acteurs sociaux), elles sont riches de promesses pour la «modernisation» des rapports sociaux et le développement de la société. La modernisation de la sociologie occupe une place de choix parmi les «nouveaux défis de la modernisation».

P. S. Peu de temps après qu'ait été rédigée cette communication, le dernier ouvrage de Michel Crozier vient de sortir de presse². Quel plaisir de retrouver sous la plume de cette auteur qui fait autorité des propos proches de ceux qui précèdent: pour lui, le problème fondamental de la société française est celui de la modernisation de son style de relations humaines, de ses modèles d'autorité, de ses modes de décision collective et de gouvernement. Cette remarque vaut certes pour d'autres sociétés, et coïncide avec mes propres intuitions. La modernisation de la sociologie, ci-dessus proposée, s'inscrit dans la droite ligne d'un projet de modernisation culturelle, tel celui qu'appelle de ses voeux le sociologie du phénomène bureaucratique.

¹ Pour plus de détails, cf. Marcell Bolle de BAL, «La sociologie... et la personne? Ou j'ai même rencontré un sociologue heureux», Bulletin de l'A.I.S.L.F., n.° 3, Bruxelles, Institut de Sociologie, 1986.

² Michel Crozier, «État modeste, État moderne», Paris, Fayard, 1987.

ABSTRACT

FROM SOCIETY MODERNISATION TO SOCIOLOGY MODERNISATION: TECHNICAL DEVELOPMENT, WAGE SYSTEMS DIALECTICS AND SOCIOLOGICAL WORK

The concept and the process of «modernisation» is ambiguous. It means to organize in a way taking into account the progresses of science and techniques. But these progresses are not the same according to «hard» and «soft» (social) sciences. A study on the evolution of wage systems confirms the dialectical nature of the modernisation process, and of their functions. Payment by results appears to be more than a management tool: a bargaining tool and a development tool. That form of payments acts as an incentive to modernisation and as a regulator of the modernisation process. Two problems concerning the sociological work are discussed, based upon the conclusions of that study: one about the sociological practice (the treatment of the social demand), one about the sociological theory (the combination of a functionalist and of an actionalist model). The necessary «modernisation» of sociology implies new methodological projects, for instance action-research, sociological intervention, socioanalysis. Such a modernisation of sociology will contribute to the modernisation of society.